

Fermeture de Renault Choisy : un incroyable gâchis, face auquel nous restons mobilisé·es pour une autre politique industrielle

En mai dernier, la presse révélait la volonté du groupe Renault de fermer quatre de ses usines en France, dont celle de Choisy-le-Roi. Le 26 novembre, l'arrêt de la production de voitures neuves sur le site de Flins a été confirmée, avec transfert de l'activité de recyclage et reconditionnement assurée jusqu'ici dans notre ville.

La mobilisation des salarié·es et de leurs nombreux soutiens dans la population n'a pas été entendue, la direction de Renault maintenant coûte que coûte sa décision. Elle laisse sur le carreau des centaines de salarié·es, leurs familles, les sous-traitants et entreprises prestataires dont de nombreuses TPE-PME. Une fois de plus, les capitalistes considèrent les salarié·es, les outils de production, comme des pions à déplacer sur une carte, au gré des cours de la Bourse. Cette fermeture ne contribuera d'aucune manière à la transformation écologique de notre économie : le site de Choisy-le-Roi était cité partout en exemple d'économie circulaire !

Les 2 500 suppressions de postes programmées chez Renault s'ajoutent à la liste des innombrables suppressions d'emplois dans tous les secteurs de la production, du commerce, des services. Patronat et gouvernement profitent de la situation sanitaire pour faire passer ces plans avec la bénédiction de l'UE, tout en rognant sur les droits des salarié·es, des chômeurs et en accentuant le tournant autoritaire en cours.

Dans cette affaire, rappelons la responsabilité de M. Macron et de son gouvernement, qui ont laissé faire ! Pourquoi l'Etat, premier actionnaire du groupe, n'a-t-il pas levé le petit doigt pour empêcher

cette saignée dans les effectifs de Renault ? Pourquoi une garantie d'emprunt de 5 milliards d'euros vient-elle d'être consentie à l'entreprise, avec des fonds publics et sans aucune contrepartie ?

Nous n'oublierons pas non plus la trahison de MM. Panetta, Id Elouali et Mbaye. S'affichant aux côtés des salarié·es pendant la campagne des élections municipales, le maire de droite, son premier adjoint (ex-EELV), le député LREM et ses amis de la majorité parlementaire ont bien vite oublié leurs flamboyantes déclarations de soutien.

Ce mercredi 16 décembre, M. Panetta a annoncé le lancement d'un comité de préfiguration pour le « pôle d'économie circulaire » qu'il appelle de ses vœux en lieu et place de l'usine. Quelles entreprises composeraient ce pôle, quelle présence de Renault ? Nous appelons la municipalité à la transparence sur tous les aspects de ce projet, qui mérite d'être largement mis en débat dans notre ville, y compris pour stopper toute velléité de spéculation immobilière.

Nous réaffirmons notre soutien à tous les salarié·es de Renault, plus particulièrement aux 263 travailleuses et travailleurs de l'usine de Choisy-le-Roi et à leurs familles. Des solutions concrètes existent pour développer et transformer la filière automobile dans notre pays. Nous nous battons pour les faire gagner, pour qu'enfin l'humain prime sur la finance. Le site doit rester ouvert, à vocation industrielle et écologique, dans le respect du choix majoritaire des salarié·es et des citoyen·nes. Nous n'acceptons pas la désindustrialisation de Choisy, et serons attentifs à l'avenir des salarié·es, quoi qu'il puisse arriver.



Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

Collectif de défense
des services publics
et des droits sociaux
Choisy-Orly-Thiais



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Parti de
Gauche
ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE

PRCF 94